



PRÉFECTURE DE SAONE ET LOIRE

direction
départementale
de l'Équipement
Saône-et-Loire



Service Urbanisme
Environnement
et Développement
pôle
Environnement

ARRETE n° 04.2034



portant approbation du plan de prévention
du risque naturel prévisible inondation
de la rivière «La Seille»
sur la commune de BRANGES



Le Préfet de Saône-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.562.1 et L.562.9 ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitat, notamment l'article R.351 ;

Vu le Code des assurances, notamment l'article L.125.1 et L.125.6 ;

Vu le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles R 11-4 à R 14 ;

Vu la loi n° 82.600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles, modifiée par la loi n° 87.565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, et par la loi n° 90.509 du 25 juin 1990 modifiant le code des assurances et portant extension aux départements d'Outre Mer du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles, et notamment ses articles 5 et 5-1 ;

37 boulevard Henri
Dunant BP 94029
téléphone :
03 85 21 28 00
télécopie :
03 85 38 01 55
mél DDE-Saône-et-Loire
@equipement.gouv.fr

Vu la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, notamment les articles 40.1 à 40.7 ;

Vu la loi n° 03-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à l'indemnisation des victimes ;

Vu le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif à l'élaboration des plans de prévention du risque naturel prévisible ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 004966 du 28 novembre 2000, prescrivant l'établissement d'un plan de prévention du risque naturel prévisible inondation du bassin de la Seille sur la commune de BRANGES ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2002 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur le plan de prévention du risque naturel prévisible inondation du bassin de la Seille de la commune de BRANGES ;

Vu le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 9 septembre au 11 octobre 2002 inclus et l'avis favorable du commissaire enquêteur ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de BRANGES en date du 28 octobre 2002 ;

Vu l'avis réputé favorable de la Chambre d'Agriculture et l'avis favorable du Centre Régional de la propriété forestière de Bourgogne ;

Vu les pièces du dossier concernant le projet du plan de prévention du risque naturel prévisible inondation de la Seille sur le territoire de la commune de BRANGES transmis par le Directeur de la Direction Départementale de l'Équipement de Saône-et-Loire ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de Saône et Loire,

A R R E T E

Article 1er

a) Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté, le plan de prévention du risque naturel prévisible inondation « Seille » de la commune de BRANGES ;

b) Ce plan de prévention du risque naturel prévisible inondation « Seille » comporte :

- 1 - un rapport de présentation
- 2 - une carte d'aléas au 1/5000^{ème} ;
- 2 - un plan de zonage réglementaire au 1/5000^{ème}
- 3 - un règlement ;

- c) Il est tenu à la disposition du public avec l'ensemble des documents de la procédure :
- à la Mairie de BRANGES
 - dans les locaux de la Préfecture de Saône-et-Loire à Mâcon
 - dans les locaux de la Direction Départementale de l'Équipement de Saône-et-Loire

Article 2

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et mention apparente sera faite dans les trois journaux ci-après désignés :

- L'Indépendant Louhannais
- Le journal de Saône-et-Loire
- Le journal du Dimanche

Cet arrêté sera affiché pendant trente (30) jours en mairie de BRANGES et porté à la connaissance du public par tout autre procédé en usage dans la commune de BRANGES. Ces mesures de publicité seront justifiées par un certificat du maire et un exemplaire des journaux sera annexé à la copie du présent arrêté affiché en mairie.

Article 3

Des ampliations du présent arrêté seront adressées à :

M. Le Maire de la commune de BRANGES,
M. le Directeur du Centre Régional de la Propriété Forestière de Bourgogne,
M. le Président de la Chambre d'Agriculture de Saône-et-Loire,
M. l'Ingénieur en Chef du Service Navigation Rhône-Saône à Lyon,
~~M. le Directeur Départemental de l'Équipement de Saône-et-Loire,~~
M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Saône-et-Loire,
M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
M. le Délégué aux Risques Majeurs,
M. le Directeur Régional de l'Environnement,
M. le Directeur des Services Fiscaux.

Article 4

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Saône-et-Loire et Monsieur le Directeur de la Direction Départementale de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Mâcon, le 01 JUIL. 2004

Le Préfet,



Didier LALLEMENT



PRÉFECTURE DE SAONE ET LOIRE

direction
départementale
de l'Équipement
Saône-et-Loire



Service Urbanisme
Environnement
et Développement

pôle

Environnement

N° 04-3574

ARRETE



portant modification de l'arrêté préfectoral n° 04-2034 du 1^{er} juillet 2004,
approuvant le plan de prévention
du risque prévisible inondation
de la rivière «La Seille»
sur la commune de BRANGES



Le Préfet de Saône-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L 562.1 et 562.9 ;

Vu le code de la construction et de l'habitat, notamment l'article R.351 ;

Vu le code des assurances, notamment l'article L.125.1 et L.125.6 ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles R. 11.4 à R 14 ;

37 boulevard Henri
Dunant BP 94029
téléphone :
03 85 21 28 00
télécopie :
03 85 38 01 55
mél DDE-Saône-et-Loire
@equipement.gouv.fr

Vu la loi n°82.600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles, modifiée par la loi 87.565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs et pas la loi n°90.509 du 25 juin 1990 modifiant le code des assurances et portant extension aux départements d'Outre Mer du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles, et notamment ses articles 5 et 5-1 ;

Vu la loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, notamment les articles 40.1 à 40.7 ;

Vu la loi n°03-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à l'indemnisation des victimes ;

Vu le décret n°95-1089 du 5 octobre 1995 relatif à l'élaboration des plans de prévention des risques naturels ;

Vu le décret n°04-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat pour les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 00-4966 du 28 novembre 2000, prescrivant l'établissement d'un plan de prévention du risque naturel prévisible inondation du bassin de la Seille sur la commune de BRANGES ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2002 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique sur le plan de prévention du risque naturel prévisible inondation du bassin de la Seille sur la commune de BRANGES et en particulier, le projet de règlement afférant au zonage réglementaire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.2034 du 1er juillet 2004 approuvant le plan de prévention du risque prévisible inondation du bassin de la Seille sur la commune de BRANGES ;

Vu le recours gracieux engagé par la commune de BRANGES auprès de Monsieur le Préfet de Saône et Loire,

Considérant que le règlement afférant au plan de zonage réglementaire approuvé n'est pas le document soumis à l'enquête publique,

Considérant que la modification effectuée contredit de manière manifeste, la décision définie par le représentant de l'Etat, lors de la réunion du 13 janvier 2004 en sous-préfecture de Louhans, à savoir la confirmation de l'interdiction de toutes nouvelles plantations d'arbres à hautes tiges sur les terrains non boisés à la date d'approbation du plan de prévention du risque prévisible inondation,

Considérant que cette modification substantielle du règlement soumis à enquête publique n'a pas été présentée à la commune avant l'approbation du plan,

A R R E T E

Article 1er

L'article R1 – autorisation – applicable en zone rouge du règlement afférant à la carte de zonage réglementaire du plan de prévention du risque prévisible inondation du bassin de la Seille sur la commune de BRANGES est modifié comme suit :

Le septième alinéa du paragraphe « clôtures et plantations » est supprimé.

Article 2

Mention apparente du présent arrêté sera faite dans les trois journaux ci-après désignés :

- l'Indépendant du Louhannais
- Le Journal de Saône et Loire
- Le journal du dimanche

Cet arrêté sera affiché pendant trente (30) jours en mairie de BRANGES et porté à la connaissance du public, par tout autre procédé en usage dans la commune de BRANGES.

Ces mesures de publicité seront justifiées par un certificat du maire et un exemplaire des journaux sera annexé à la copie du présent arrêté affiché en mairie.

Article 3

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Saône-et-Loire et Monsieur le Directeur de la Direction Départementale de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont copie sera notifiée à :

M. Le Maire de la commune de BRANGES,
M. le Directeur du Centre Régional de la Propriété Forestière de Bourgogne,
M. le Président de la Chambre d'Agriculture de Saône-et-Loire,
M. l'Ingénieur en Chef du Service Navigation Rhône-Saône à Lyon,
M. le Directeur Départemental de l'Équipement de Saône-et-Loire,
M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Saône-et-Loire,
M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
M. le Délégué aux Risques Majeurs,
M. le Directeur Régional de l'Environnement.

Fait à Mâcon, le - 1 DEC. 2004

Le Préfet,



Didier LALLEMENT